

## Finances cantonales

## Budget: vers 1 milliard de déficit en 2020

**Genève avait voté un budget prévoyant 585 millions de déficit. Ce sera bien plus. La dette remonte aussi**

Marc Bretton

Le confinement décidé mi-mars pour vaincre l'épidémie de coronavirus a mis l'économie genevoise sur les plots. Son coût augmente avec le temps, d'où la volonté de la redémarrer. À ce stade, il est évidemment impossible de savoir quel sera le montant de la facture finale pour les finances publiques.

Mais tout indique que le gros déficit de 585 millions prévu pour 2020 sera largement dépassé. Quelle sera la facture finale? C'est un terrain sur lequel le Département des finances ne souhaite pas entrer «compte tenu des nombreuses incertitudes qui demeurent».

### Grosse chute économique

Mais les tendances sont là: la semaine passée, le Secrétariat d'État à l'économie pronostiquait une chute de 5,6% de la richesse produite en Suisse (PIB) en 2020, le plongeon le plus important depuis la première crise pétrolière de 1975. Début avril, le SECO ne pronostiquait encore qu'une chute de 1,5%.

Bref, Genève n'y échappera pas. D'autant que son économie réagit fortement aux variations de la conjoncture. Lors de la dernière crise, entre 2008 et le milieu de l'année 2009, elle a reculé de 3,3%, contre -1,2% pour le reste du pays. Début avril, alors que Berne pronostiquait encore une contraction de 1,5 à 2% de l'économie nationale, le Groupe cantonal de perspective économique (GPE) estimait que Genève subirait une baisse de 3 à 4%. Sauf retournement, le Canton pourrait



L'annulation du Salon de l'auto, le vendredi 28 février, a fait perdre des dizaines de millions de francs à Genève. ENRICO GASTALDELLO

donc se retrouver au-delà des -5,6% prévus pour la Suisse. Une transposition mécanique de la chute du PIB suisse sur les revenus du Canton indique qu'il perdrait presque 400 millions, une somme qui s'ajouterait au déficit déjà prévu.

La baisse des revenus de l'État viendra de l'assèchement de plusieurs sources. La première sera celle de l'impôt sur les entreprises, qui devait rapporter un milliard en 2020. En fait, ce sera beaucoup moins.

Car ce n'est pas tant l'arrêt très visible des commerces et de la restauration qui pose un problème, la plupart des PME payant peu, voire pas, cet impôt. Mais si les grosses entreprises exportatrices trébuchent...

Justement, quelle est leur si-

tuation? «Le tassement des activités est généralisé, explique le directeur de la Chambre de commerce, Vincent Subilia, qui se base sur les déclarations d'exportation et le retour d'entreprises membres. Mais il est plus manifeste pour l'horlogerie, qui a commencé sa chute avant l'épidémie, même si des frémissements positifs s'observent.» Le secteur lié aux expositions internationales est à l'arrêt. La chimie (arômes, parfumerie forte) résisterait, mais la parfumerie fine serait au fond du trou, les matières premières tiendraient, tout en baissant évidemment. La situation des assurances, qui avaient bien passé la crise de 2009, reste en suspens, mais le secteur bancaire est frappé par la chute des marchés, même s'ils se sont un peu repris.

«La situation est très volatile», souligne Edouard Cuendet, directeur de Genève Place financière.

Il serait étonnant que les revenus tirés de l'immobilier (250 millions) ne plongent pas aussi, si, comme le souligne Christophe Aumeunier, secrétaire général de la Chambre, le secteur continue à vivre dans une «quasi-absence de transactions» depuis le début de la crise.

L'impôt sur les personnes prendra un coup lui aussi. Bien sûr, grâce au déploiement du chômage partiel et des aides, les revenus des individus ont été globalement préservés, mais la distribution des primes et dividendes est menacée et les revenus de nombreux indépendants seront amputés.

Enfin, l'État va faire face à des

dépenses imprévues, notamment en termes de santé, de social, d'aide au paiement des loyers. Comment aidera-t-il les TPG, plombés par la diminution des transports? Il ne pourra pas compter non plus sur les bénéfices de l'Aéroport. Bref, la hausse annoncée des bénéfices de la BNS (+117 millions) reversés au Canton n'y suffira pas.

### Dette en forte hausse

Résultat? Eh bien, le déficit verra grossir la dette, qui gonflera aussi à cause des investissements. Le montant de ces derniers atteignant 699 millions pour 2020, si le déficit atteint le milliard, la dette gonflera de 1,7 milliard, dépassant les 13 milliards.

En fait, tout dépendra de la durée de l'orage. Le SECO a dessiné

deux scénarios de reprise en 2021. L'un avec un rebond rapide, propulsé par la reconstitution des stocks, les dépenses des ménages comprimées durant la crise. C'est ce que certains appellent le scénario des «années folles».

L'autre dessine une reprise plus lente suivant les évolutions de l'épidémie. Une certitude, le rétablissement sera long. Mercredi, le ministre des Finances zurichois, Ernst Stocker, interrogé par le «Tages-Anzeiger», prévoyait que les finances cantonales subiraient jusqu'en 2023 les conséquences de la crise.



**Lire l'éditorial en une:**  
«Finances: tenir pendant la tempête»